

Violences au Bangladesh après la condamnation d'islamistes

mercredi 6 mars 2013, par [BOBIN Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mars 2013).

La mémoire des crimes de guerre commis durant la guerre d'indépendance du Bangladesh est en train de plonger dans l'instabilité cet Etat d'Asie du Sud issu en 1971 d'une séparation du Pakistan. Du jeudi 28 février au dimanche 3 mars, 76 personnes ont trouvé la mort à travers le pays dans des affrontements entre la police et des manifestants du parti islamiste Jamaat-e-Islami qui protestaient contre la condamnation à mort d'un de leurs dirigeants par un tribunal chargé de juger les crimes de guerre de 1971.

Delwar Hossain Sayedee, 72 ans, numéro deux du Jamaat-e-Islami, avait été condamné jeudi à la peine capitale pour son rôle joué dans les milices propakistanaïses impliquées dans la sanglante répression du mouvement séparatiste bangladais.

Plus de quarante ans après la naissance du Bangladesh, les tueries commises par l'armée pakistanaïse et ses supplétifs locaux – 3 millions de morts, selon les sources officielles, entre 300 000 et 500 000, selon des chercheurs indépendants – n'ont cessé de hanter la mémoire collective.

POLARISATION DE LA SOCIÉTÉ BANGLADAÏSE

Il a toutefois fallu attendre 2010 pour que le gouvernement de l'Awami League (AL), parti laïc héritier du patriotisme des « Freedom Fighters » (« combattants de la liberté »), décide d'instaurer un tribunal mandaté pour juger les anciens collaborateurs propakistanaïses engagés dans les exactions contre les militants indépendantistes de l'ex-Pakistan oriental devenu Bangladesh. Les militants locaux du Jamaat-e-Islami avaient à l'époque combattu ce séparatisme bengali au nom de la solidarité avec le Pakistan « islamique ». Après avoir été interdit au lendemain de l'indépendance, le Jamaat-e-Islami, dont les chefs s'étaient réfugiés au Pakistan, a été à nouveau légalisé à la fin des années 1970 sous le régime du général putschiste Ziaur Rahman.

Depuis la démocratisation du Bangladesh en 1990, le parti s'est engagé dans le jeu électoral, allant jusqu'à participer à des coalitions gouvernementales aux côtés du Bangladesh Nationalist Party (BNP), le parti conservateur rival de l'Awami League socialisante.

La condamnation à mort de Delwar Hossain Sayedee et les violences qui ont suivi aggravent une polarisation de la société bangladaïse autour de cette question explosive du jugement des crimes de guerre. Au total, onze personnes – neuf liées au Jamaat-e-Islami et deux au BNP – comparaissent devant un tribunal dont les procédures ont suscité les réserves de l'ONG Human Rights Watch. Ses travaux ont ravivé la fracture entre deux camps résolument antagonistes : les tenants d'un patriotisme laïc, qu'incarne l'Awami League, et les fidèles d'un islam conservateur proches du BNP et du Jamaat-e-Islami.

LE BLOGUEUR RAJIB HAIDER EST RETROUVÉ MORT, POIGNARDÉ

L'agitation que connaît le Bangladesh a en fait été déclenchée par une sentence jugée trop clémentine. Le 5 février, la condamnation à la prison à vie d'un autre chef du Jamaat-e-Islami, Abdul

Kader Mullah, avait provoqué la colère du camp anti-islamiste. Des dizaines de milliers de jeunes étaient sortis dans la rue pour exiger la peine capitale contre Abdul Kader Mullah. Mobilisés par un noyau de blogueurs se réclamant de la mémoire des « martyrs » de 1971, les manifestants se rassemblent depuis lors quasi quotidiennement sur la place Shahbagh, au cœur de Dacca, la capitale. D'où le nom « Mouvement de Shahbagh » donné à leur mobilisation.

Cédant à leur pression, le gouvernement de l'Awami League a inspiré l'adoption d'une loi autorisant à faire appel contre une décision du tribunal, ouvrant ainsi la voie à une révision du jugement contre Abdul Kader Mullah. Dans cette atmosphère électrique, les animateurs du Mouvement de Shahbagh n'ont pas tardé à être la cible des islamistes. Le 15 février, le blogueur Rajib Haider était retrouvé mort, poignardé.

Après deux jours de grève, dimanche 3 et lundi 4 mars, décrétée par le Jamaat-e-Islami, le BNP prévoit à son tour une journée de mobilisation mardi. Le pays va-t-il pouvoir échapper à la montée des extrêmes ? S'il a pu globalement éviter la radicalisation djihadiste de type pakistanaise, le Bangladesh n'a pas été épargné par des flambées sporadiques de terrorisme, notamment dans les années 2004-2005 où une série d'attentats avait été imputée à des groupuscules comme le Jamatul Mujahideen Bangladesh (JMB) et le Jagrata Muslim Janata Bangladesh (JMJB). La crainte de certains observateurs est que ces groupuscules se manifestent à nouveau si la dérive actuelle n'est pas enrayée.

Frédéric Bobin - New Delhi, correspondant régional du *Monde*

P.-S.

* LE MONDE | 04.03.2013 à 12h33 • Mis à jour le 04.03.2013 à 14h46.

* Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous abonnant à partir de 1€ / mois | Découvrez l'édition abonnés.